

Moins de pesticides dans nos assiettes ? Pas si simple . . .

« *Le consommateur, il retient la notion de risque. Il se pose des questions et n'a pas les bonnes réponses, ce qui génère de l'anxiété.* » Robert Bréhon, président régional de l'association de consommateurs UFC Que Choisir, résume l'enjeu d'une alimentation plus saine demain qu'hier, avec moins de résidus de pesticides dans l'assiette. « *On n'a certainement pas mesuré l'impact de ce qu'on faisait par le passé, mais ça s'améliore globalement* », situe avec franchise Christian Durlin, le président de la chambre d'agriculture du Nord - Pas-de-Calais, en regrettant « *les polémiques scientifiques, sociétales et politiques* » sur les arrêtés anti-pesticides.

« *Le consommateur, il soupçonne un peu qu'on s'en prenne à son porte-monnaie.* »

Un agriculteur insiste sur la nécessité de « *dépassionner le débat de la sortie du glyphosate* ». Le grand public ignore souvent la difficulté technique à se passer de produits chimiques pour traiter les cultures agricoles (*lire ci-dessous*). Trouver des « *solutions alternatives* » prend du temps et coûte cher. « *Comment financer cette évolution sans mettre à mal notre agriculture ?* », pose Christian Durlin.

Comment partager le risque économique ?

« *Le risque économique, c'est moi qui le prends, je voudrais une garantie sur ma rémunération* », explique Anne Coupet, productrice et présidente du pôle légumes de la région Nord. Chez Bonduelle, on veut favoriser la transition agricole, mais cela ne se fait pas sans difficultés. « *Le surcoût par rapport au bio a bien été intégré, mais pour le «zéro phyto», ce n'est pas évident* », constate Aurélie Lizé. Le consommateur accepte mal de payer un peu plus pour avoir accès à des fruits et légumes sans pesticides.



Le débat organisé à Artois Expo était ouvert et instructif.

Chez Carrefour, La valorisation des produits de la marque Filière qualité Carrefour passe par l'inscription « sans pesticides » sur le packaging du produit ainsi qu'un « *prix d'achat au producteur un peu plus élevé, et rebasculé sur le prix de vente final* », explique Justine Gomez. Des « *échanges privilégiés* » ont lieu avec les fournisseurs pour réduire l'usage de produits chimiques, à défaut de les supprimer totalement. « *On travaille étape par étape.* »



De nombreux jeunes lycéens et étudiants agricoles ont assisté à la journée d'information. Mais la grande distribution agit en ordre dispersé. **Chacun établit son cahier des charges, sans cohérence.** Le bio et les circuits courts sont désormais bien identifiés, au contraire des produits « sans pesticides ». Christian Durlin compare la multiplicité des labels à « *un sac de nœuds* ». Pour Robert Bréhon, représentant de l'UFC Que Choisir, « *le consommateur, il soupçonne un peu qu'on s'en prenne à son porte-monnaie* ». Et chacun d'appeler de ses vœux une harmonisation... en France, et encore plus au niveau international.

La Voix du Nord 20/11/2019